

Suite à la grève nationale du 12 février 2013

Article paru dans la marseillaise du 13 février 2013 :

Education. Si la grève a été largement suivie dans les écoles de l'ensemble du département, plusieurs centaines de personnes ont défilé dans la rue hier matin.

Beaucoup de grévistes varois et un cortège toulonnais

■ Entre 60 et 70% de grévistes dans le département, une manifestation, certes pas à la hauteur des attentes, mais un mécontentement bien réel. Les enseignants étaient en grève hier à l'appel de la CGT, FO, Sud Education, la FAEN et le SNUipp. Au lendemain du Conseil départemental de l'éducation nationale qui a débouché sur des mesures de carte scolaire, ils étaient plusieurs centaines de personnes à avoir répondu à l'appel des syndicats, pour un cortège qui est parti de la place de la Liberté jusqu'à l'Inspection académique, en passant par le Champ de Mars, où une délégation a été reçue.

De Saint-Maximin, Cabasse, Carcès, Brignoles, La Seyne, Toulon... du premier et second degrés. De nombreuses écoles fermées. A l'image de l'école élémentaire François Fabié, à La Valette. Tous les enseignants sont présents sur le pavé toulonnais, pancartes à la main : « Non à la fermeture d'une classe ». Fermeture actée on l'aura compris par les décisions la veille. D'autres sont concernés et comptent bien se mobiliser d'ici juin et la rentrée 2013. Alors effectivement, la question des rythmes scolaires n'est pas la seule raison de la colère du monde enseignant, même si tous demandent le retrait du décret en l'état. « On va supprimer des heures d'enseignement et faire glisser le temps scolaire

sur un temps périscolaire au profit de projets éducatifs territoriaux. Nous ne pensons pas que ce soit bien pour les élèves, qui n'auront pas moins d'heures de présence à l'école », insiste Rolando Galli (FO). « C'est plus de stress, plus de fatigue pour l'élève, avec des temps méridiens qui passent à trois heures dans certaines communes », pointe Pascal Brun (Sud

Quelle refondation de l'école ?

Salaires, condition de travail, projet de loi d'orientation, la question des moyens que beaucoup jugent encore trop insuffisants (+ 19 postes pour l'école dans le Var) : « Après,

chacun à son analyse et ses propositions », confie un responsable syndical.

« Les rythmes scolaires, parlons-en mais il faut tout mettre sur la table dans la globalité: les rythmes, les missions des personnels, le sens que l'on veut leur donner, le temps de travail des enseignants et des élèves, les programmes, l'éducation populaire, les missions des communes », explique Valérie Hible (CGT), dont le syndicat était à l'initiative de la journée d'action avec un appel pour les premier et second degrés. A l'instar de Sud : « Notre appel va de la maternelle à l'université »,

déclare Pascal Brun. Réforme des lycées, bac pro en 3 ans, stagiaires, socle commun ? « Nous ne pouvons nous satisfaire de voir que les fondements idéologiques mis en place par la loi Fillon de 2005, comme le socle commun, ne sont pas remis en cause par ce projet de loi de refondation de l'école. Avec le pilotage des cartes de formation professionnelle, la prise en charge des services d'orientation par les régions et le transfert aux collectivités locales de missions dans le premier degré, un cap supplémentaire sera franchi dans une logique de territorialisation de l'école », dénonce Cédric Turco (SNUipp) dans la prise de parole commune.

Dans les rangs, on note le soutien de Sylvain Brossaud (UD CGT), qui « appelle à la construction du 5 mars, journée interpro » sur l'accord sur la sécurisation de l'emploi, mais aussi du PCF, avec ses élus. « Il faut pousser l'exigence d'une véritable refondation de l'école pour permettre que l'éducation soit vraiment nationale et qu'elle permette la réussite pour tous, quelles que soient les origines sociales », affirme Alain Bolla, secrétaire départemental. « Et cela passe par le développement de politiques publiques, et non l'austérité, et une réforme de la fiscalité pour pouvoir se donner les moyens de mettre en oeuvre les politiques publiques », conclut-il.



Et les élèves dans tout ça ? B.I.

G. DE SAINT VULFRAN

VAR N° 13 Juin 2013 :

Rythmes scolaires :

Alors que le projet de loi sur la refondation de l'école doit être débattu à l'Assemblée nationale le 11 mars prochain, les enseignants ont exprimé hier leur opposition à la réforme Peillon

Pour une réforme qui devait passer comme une lettre à la poste, c'est plutôt raté. À l'appel national des syndicats SNUipp/FSU, Sud, CGT et FO, les enseignants, principalement en poste dans le premier degré, étaient dans les rues de Toulon hier matin pour exprimer leur opposition à la réforme du rythmes scolaires voulue par le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon.

Si le cortège n'a rassemblé qu'entre 800 et 1 000 personnes selon les organisateurs (400 selon la police), « deux tiers ⁽¹⁾ des 5 000 enseignants du premier degré que compte le Var étaient en réalité en grève », affirme les responsables syndicaux. Pour ces derniers, « la refondation de l'école a été menée à la va-vite par le gouvernement. » Quant à la méthode, elle n'a guère été appréciée. « Les enseignants, les premiers concernés, n'ont pas été consultés à la hauteur des besoins », lâche Cédric Turco, le secrétaire départemental adjoint du SNUipp. Majoritaire dans le premier degré, ce syndicat condamne « un désengagement de l'État au profit des communes. »

Mais pour FO et la CGT Educ'Action, « la réforme des rythmes scolaires concerne tous les enseignants. Ceux du premier degré, comme du secondaire. » Secrétaire départementale de la CGT Educ'Action, Valérie Hible déclare : « Il faut tout remettre à plat. Pas seulement les rythmes scolaires, mais aussi la mission des personnels, le temps de travail, le salaire... »

Des revendications que résume le slogan entendu hier en tête de cortège : « Non, non, non ! Pas de bricole pour l'école ! »

1. Selon les chiffres officiels fournis par Jean Verlucco, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, le suivi de la grève a été moindre. De l'ordre de 39 % dans le premier degré ; 1,7 % dans les collèges ; 2,9 % dans les lycées professionnels et 3,1 % dans les lycées généraux et technologiques.



« Il faut tout remettre à plat. Pas seulement les rythmes scolaires, mais aussi la mission des personnels, le temps de travail, le salaire... », marlaient hier les manifestants.